

**COLLÈGE
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL
MARIE-VICTORIN**

**Règlement numéro 2 portant sur
LA NOMINATION, L'ÉVALUATION ET
LE RENOUVELLEMENT DE MANDAT
DU
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET DU
DIRECTEUR DES ÉTUDES**

Adopté le 16 septembre 1993
CA-93-07-63

Révisé le 5 mai 1997
CA-97-40-354

Révisé le 14 septembre 1998
CA-98-49-433

Révisé le 24 août 1999
CA-99-60-522

Révisé le 29 janvier 2002
CA-2002-80-675

Révisé le 24 septembre 2003
CA-2003-97-815

Le présent règlement est adopté en vertu de l'article 19 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, L.R.Q., chapitre C-29.

TABLE DES MATIÈRES

Préambule	-----	3
Références	-----	3
Article 1	Définitions -----	3
	1.01 La nomination	
	1.02 Le renouvellement de mandat	
	1.03 L’appréciation du rendement	
	1.04 L’évaluation annuelle	
Article 2	Responsabilités -----	3
Article 3	Vacance -----	3
Article 4	Nomination -----	4
Article 5	Renouvellement de mandat -----	4
Article 6	Évaluation annuelle -----	5
Article 7	Confidentialité -----	6
Article 8	Dispositions finales -----	6

L'usage du genre masculin inclut le genre féminin; il n'est utilisé que pour alléger le texte.

PRÉAMBULE

Le présent règlement a pour objectif principal de définir et d'encadrer les processus de nomination, de renouvellement de mandat, d'évaluation annuelle et d'engagement du directeur général et du directeur des études des collèges, ci-dessous également désigné comme hors cadre.

Il a également pour objectif d'établir les critères, le mode d'évaluation ainsi que les fins poursuivies par l'évaluation annuelle du directeur général et du directeur des études.

RÉFÉRENCES

- La Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c.C-29), ci-après appelée la Loi.
- Le Règlement déterminant certaines conditions de travail des directeurs généraux et des directeurs des études des collèges d'enseignement général et professionnel, ci-après appelé le Règlement.

ARTICLE 1 DÉFINITIONS

- 1.01 La nomination est la décision prise par le conseil d'administration de confier à une personne, pour une première fois, le mandat de directeur général ou de directeur des études.
- 1.02 Le renouvellement de mandat est la décision prise par le conseil d'administration de reconduire le mandat d'un directeur général ou d'un directeur des études.
- 1.03 L'appréciation du rendement est l'opération par laquelle un comité de renouvellement de mandat désigné à cet effet porte un jugement sur la qualité du rendement du directeur général ou du directeur des études au regard de l'exercice de son mandat.
- 1.04 L'évaluation annuelle est l'opération par laquelle le président du conseil d'administration apprécie les réalisations et le rendement annuel du directeur général et par laquelle le directeur général apprécie les réalisations et le rendement annuel du directeur des études.

ARTICLE 2 RESPONSABILITÉS

- 2.01 La nomination et le renouvellement de mandat du directeur général ou du directeur des études relèvent du conseil d'administration.
- 2.02 Le président du conseil d'administration assume la responsabilité de l'évaluation annuelle du directeur général. Le directeur général assume la responsabilité de l'évaluation annuelle du directeur des études.
- 2.03 Le mandat des hors cadres est défini par la Loi sur les collèges, par le Règlement adopté par le Ministre.

ARTICLE 3 VACANCE

- 3.01 Le conseil d'administration doit procéder à la nomination d'un directeur général ou d'un directeur des études lorsque l'un ou l'autre de ces postes devient vacant.
- 3.02 Le poste de directeur général ou de directeur des études est vacant lorsque :
 - a) le hors cadre décède, ou devient incapable d'occuper ses fonctions au sens de la Loi, ou remet sa démission et que celle-ci est acceptée par le conseil d'administration;
 - b) le hors cadre ne sollicite pas de renouvellement de mandat;

- c) le mandat du hors cadre n'est pas renouvelé par le conseil d'administration.
 - d) le mandat du hors cadre est révoqué par le conseil d'administration.
- 3.03 Lorsqu'un hors cadre est en renouvellement de mandat, le poste qu'il détient n'est pas considéré comme vacant.
- 3.04 Une vacance à la Direction générale ou à la Direction des études amène le conseil d'administration à procéder à la mise en place du processus de nomination d'un directeur général ou d'un directeur des études selon les dispositions prévues au présent règlement. Si les circonstances l'exigent, le Cégep peut nommer, en conformité avec la Loi, un directeur général intérimaire ou un directeur des études intérimaire.

ARTICLE 4 NOMINATION

- 4.01 Lorsqu'il décide de procéder à la nomination d'un directeur général ou d'un directeur des études, le conseil d'administration forme un comité de sélection et ouvre un concours public.
- 4.02 Le comité de sélection du directeur général est formé du président du conseil d'administration qui préside les travaux du comité, du vice-président et de trois autres membres du conseil d'administration dont deux qui seront choisis parmi les membres représentant le personnel de catégorie différente. Le comité de sélection du directeur des études est formé du directeur général qui préside les travaux du comité, du président et de trois autres membres du conseil d'administration dont deux qui seront choisis prioritairement parmi les membres représentant les enseignants et les professionnels. Le comité peut s'adjoindre une personne-ressource comme membre sans aucun droit de vote.
- 4.03 Sur recommandation du comité de sélection, le conseil d'administration détermine l'échéancier couvrant toutes les étapes du processus de sélection et, après avoir reçu l'avis de la Commission des études, adopte un devis sur les conditions d'éligibilité et les critères de sélection.
- 4.04 Le conseil d'administration applique la procédure établie dans le présent règlement.
- 4.05 Le comité de sélection recommande au conseil d'administration un candidat.
- 4.06 En application de l'article 20 de la Loi, le conseil d'administration prend en considération l'avis de la Commission des études sur la candidature soumise par le comité de sélection avant de procéder à la nomination d'un directeur général ou d'un directeur des études.

ARTICLE 5 RENOUELEMENT DE MANDAT

- 5.01 À la suite de la demande de renouvellement de mandat formulée par le directeur général ou par le directeur des études, le conseil d'administration forme un comité de renouvellement de mandat chargé d'apprécier le rendement du directeur général ou du directeur des études en vue de formuler une recommandation au conseil d'administration.
- 5.02 Aux fins du présent article, le conseil d'administration forme un comité de renouvellement de mandat dont la composition est la même que celle déterminé à l'article 4.02 du présent règlement.
- 5.03 L'appréciation du rendement qui porte sur l'ensemble du mandat est basée sur l'analyse des bilans annuels d'activités des titulaires, sur les évaluations annuelles effectuées au cours du mandat et sur les résultats obtenus au regard des attentes signifiées par le conseil d'administration en début de mandat.
- 5.04 Le comité de renouvellement de mandat du directeur général entend le ou les présidents de conseil d'administration ayant procédé à l'évaluation annuelle du directeur général au cours de son mandat. Le comité de renouvellement de mandat du directeur des études entend le ou les directeurs généraux ayant procédé à l'évaluation annuelle du directeur des études au cours de son mandat. Le comité de renouvellement du mandat d'un hors cadre peut également rencontrer toute autre personne ou tout autre groupe qu'il juge opportun de consulter dans le cadre de son mandat.

- 5.05 Le comité de renouvellement informe le hors cadre en renouvellement des modes de consultation qu'il entend appliquer.
- 5.06 Le comité de renouvellement formule sa recommandation au conseil d'administration au plus tard cent quatre-vingts (180) jours avant la fin du mandat du hors cadre.
- 5.07 En conformité avec l'article 32 du Règlement déterminant certaines conditions de travail des hors cadres, le conseil d'administration doit permettre au hors cadre en renouvellement de se faire entendre et, en application de l'article 20 de la Loi, il doit considérer l'avis de la Commission des études avant de prendre sa décision concernant le renouvellement de mandat du hors cadre.

ARTICLE 6 ÉVALUATION ANNUELLE

- 6.01 L'évaluation annuelle a pour but de permettre au directeur général et au directeur des études :
- de bénéficier d'une évaluation de leur rendement et, le cas échéant, de la formation et de l'encadrement nécessaires pour améliorer leur rendement;
 - de bénéficier, le cas échéant, du versement annuel d'un boni au rendement.
- 6.02 Le président du conseil d'administration évalue annuellement le rendement du directeur général et fait rapport verbalement au conseil d'administration de ses conclusions. Il s'assure, le cas échéant, que le directeur général bénéficie de la formation et de l'encadrement nécessaires pour améliorer son rendement. Il soumet annuellement au comité exécutif du Cégep une recommandation concernant le versement d'un boni au rendement au directeur général, celui-ci basé sur les résultats de l'évaluation annuelle.
- 6.03 Le directeur général évalue annuellement le rendement du directeur des études et fait rapport verbalement au conseil d'administration de ses conclusions. Il s'assure, le cas échéant, que le directeur des études bénéficie de la formation et de l'encadrement nécessaires pour améliorer son rendement. Il soumet annuellement au comité exécutif du Cégep une recommandation concernant le versement d'un boni au rendement au directeur des études, celui-ci basé sur les résultats de l'évaluation annuelle.
- 6.04 L'évaluation est effectuée au moyen de l'outil d'évaluation annexé au présent règlement. Pour l'essentiel, l'évaluation fait suite à l'analyse des résultats obtenus au regard du plan de travail annuel du directeur général ou du directeur des études et des attentes qui leur ont été préalablement signifiées de façon formelle. L'évaluation est consignée de façon écrite et conservée au dossier de la personne évaluée.

Le plan de travail et les attentes signifiées doivent tenir compte des orientations fixées par le conseil d'administration.

L'évaluation doit tenir compte des éléments conjoncturels qui rendent facile, difficile, voire impossible la réalisation du plan de travail ou des attentes signifiées. (L'évaluation doit faire une distinction entre ce qui est attribuable à l'effort et à l'efficacité et ce qui est attribuable à des facteurs extérieurs, et ce, dans la mesure où la personne évaluée n'a pas d'influence sur ces facteurs).

- 6.05 Le président du conseil d'administration peut, au besoin, rencontrer toute personne ou tout groupe dans sa démarche d'évaluation du directeur général. Il doit par ailleurs rencontrer et informer le directeur général de tout rapport ou de toute recommandation qu'il entend faire au comité exécutif ou au conseil d'administration dans le cadre de ses mandats.
- 6.06 Le directeur général peut, au besoin, rencontrer toute personne ou tout groupe dans sa démarche d'évaluation du directeur des études. Il doit par ailleurs rencontrer et informer le directeur des études de tout rapport ou de toute recommandation qu'il entend faire au comité exécutif ou au conseil d'administration dans le cadre de ses mandats.
- 6.07 L'évaluation annuelle est effectuée au cours du mois de juin de chaque année.

- 6.08 Seuls le président du conseil d'administration et le directeur général ont accès au dossier d'évaluation du directeur général. Le président du conseil d'administration conserve la garde de ce dossier et le transmet à son successeur. Le dossier est détruit ou remis sur demande au directeur général lorsque ce dernier quitte le Cégep.
- 6.09 Seuls le président du conseil d'administration, le directeur général et le directeur des études ont accès au dossier d'évaluation du directeur des études. Le directeur général conserve la garde de ce dossier et le transmet à son successeur. Le dossier est détruit ou remis sur demande au directeur des études lorsque ce dernier quitte le Cégep.

ARTICLE 7 CONFIDENTIALITÉ

- 7.01 Pour tout ce qui a trait à la nomination, au renouvellement de mandat et à l'évaluation annuelle du directeur général ou du directeur des études, le conseil d'administration, le comité exécutif ou les comités constitués en vertu du présent règlement siègent à huis clos et leurs membres doivent assurer le caractère confidentiel de toute délibération, de toute information, de tout document ou de tout témoignage.

ARTICLE 8 DISPOSITIONS FINALES

- 8.01 Le préambule fait partie du présent règlement.
- 8.02 Le président du conseil d'administration est responsable de l'application du présent règlement.
- 8.03 Le présent règlement, adopté le 29 janvier 2002 par la résolution numéro CA-2002-80-675, annule et remplace tout autre règlement ou tout texte adopté antérieurement par le Cégep dans le champ visé par le présent document. Il est en vigueur depuis cette date.